

est ouverte. On procède à la formation du bureau. Le citoyen Falcat est nommé président et les citoyens Duram et Damesson, assesseurs, prennent place à ses côtés.

Le jeune citoyen secrétaire Lioriot donne lecture du procès-verbal qui est mis aux voix et adopté.

Le citoyen Falcat prend ensuite la parole et défend énergiquement Hugo. On attaque le poète qui a lousé tout à tour la royauté et l'empire; mais la Muse a des caprices, c'est une belle infidèle qui change souvent d'amants : l'excessive sensibilité du poète est sa seule excuse. D'ailleurs, il a en maints discours défendu la cause du peuple en 1848; il est devenu philosophe dans l'exil, et comme le *justum ac tenacem propositum virum* d'Horace, il restera jusqu'à la mort inébranlable dans son opinion.

Le citoyen Falcat semble singulièrement abusé du mot citoyen; la plupart des orateurs qui se succèdent à la tribune en sont également si prodigieux que nous nous permettons à ce sujet une petite réflexion. Pour nous l'expression citoyen est la marque la plus élevée d'élite; elle implique pour celui à qui elle s'adresse l'entière jouissance de ses droits civils. Cette qualification ne nous paraît donc pas pouvoir être honnêtement appliquée à des gens que l'on ne connaît pas.

Après le citoyen Falcat, le citoyen Pasquet monte à la tribune. Il se met très carrément à dos toute l'assemblée des premiers mots. Il vient éreinter Hugo. Il lui reproche d'abord le biais qu'il a pris pour esquiver le mandat impératif. Il n'y a aucun rapport, selon lui, entre le mandat et le lien contractuel. Hugo a eu grand soin de ne pas s'engager à siéger jusqu'à l'expiration de son mandat. Puis quelle doit être la sanction du contrat, au cas où il ne remplirait pas ses engagements? De quel tribunal sera-t-il justiciable? Que veut donc dire ce jury d'honneur et ces juges qui sont parties dans la même cause, puisqu'ils sont pris sur la liste des délégués qui ont signé l'engagement? Hugo n'est d'ailleurs pas capable de défendre les intérêts de Paris. Il est usé par l'âge et le travail. Puis, il a mangé à plusieurs rateliers. (Protestations.) L'orateur trouve, d'un autre côté, que ses opinions ont subi de trop étranges variations pour qu'il puisse inspirer confiance; monarchiste d'abord, il a ensuite admis deux républiques: en 48, celle de l'ordre pacifique avec la monarchie; en 71, celle du désordre.

Hugo a soutenu la candidature du président de la République, qui devint plus tard le salinbanque de septembre. Le spartiate austère s'attendait alors à un portefeuille (Voix nombreuses: à la porte), et voyant le portefeuille lui échapper, il tourna avec cette rage si familière aux poètes déçus.

Il ne serait ni politique ni sage d'adresser une provocation à Versailles. Son candidat à lui est le président de la commune de Paris, de notre commune à nous (Cris, protestations). Vautrain est patriote et habile administrateur. (Applaudissements et réclamations.) — Crie effluant la voix de l'orateur.)

Le citoyen Falcat au nom de la liberté de la tribune demande qu'on laisse parler l'orateur.

Vautrain, adjoint à Paris au moment du coup d'Etat a donné sa démission. Tout récemment envoyé au conseil municipal de Paris, il fut à l'unanimité acclamé président, et le conseil municipal certes est républicain. Si Vautrain est nommé, Paris dira à la réaction, Nous protestons contre vos essais de décapitation. Paris. Il ne faut pas jeter de défiance à l'Assemblée, il vaut mieux la convier à la concorde.

Le citoyen Lioriot prie quelques instants: *De omni re scilicet et nullis aliis*, mais fatigue bien vite l'assemblée qui l'invite à regagner sa place.

Le citoyen Benadent est d'avis qu'il faut cesser de faire le jeu de la réaction et se grouper avec une discipline obéissante autour du nom d'Hugo. Si le grand homme n'est pas venu à la réunion, c'est qu'il n'a pas voulu de mise en scène et d'exhibition. Un de nos voisins, qui n'est pas de l'avis de l'orateur, me communique une réflexion, que je partage d'ailleurs entièrement: c'est que le grand Hugo, après être fait tant désirer, doit fatalement apparaître à la dernière heure à ses électeurs comme le *Deus ex machina*. Ce doit être dans le programme.

L'orateur ne peut cependant s'empêcher de regretter qu'Hugo n'ait pas accepté le mandat impératif. Le mot mandat impératif n'aurait pas dû blesser ce lettré; il n'aurait qu'à supprimer le mot impératif, puisque mandat, qui vient du latin *mandare*, veut dire *ordonner*. Il serait à désirer, pour éviter de donner une arme aux ennemis de sa candidature, qu'il acceptât cependant ce mot impératif. Il propose, en conséquence, de nommer des délégués qui inviteraient Hugo à venir sur son propre refus et à adopter définitivement le mot impératif.

Plusieurs citoyens se succèdent à la tribune et parlent dans le même sens.

Le citoyen Gagne demande la parole et monte à la tribune aux applaudissements de la foule.

Le mot *impératif* a choqué Victor Hugo, qui ne l'a pas compris; il a substitué le mot *contractuel* par orgueil, afin de ne pas paraître s'abaisser à recevoir des ordres. Il ne s'oppose pas à cette substitution; il voudrait cependant voir le mot *impératif* et le mot *contractuel* remplacés par un autre qui lui paraît digne d'être approprié à l'idée qu'il explique; c'est le mot *indicatif*. Hugo accepterait, sans aucun doute, un *mandat archi-indicatif*. L'orateur déclare, au surplus, que, touché par le désintéressement de Naudin, il se désistait de sa candidature en faveur de Victor Hugo. (Tonnerre d'applaudissements.)

Le citoyen Bliériot se prévaut d'un article du *Journal des Débats* pour affirmer la parfaite synonymie du mandat impératif et du contrat synallagmatique. Il plaide la cause du mandat impératif; c'est la seule forme que doit désormais revêtir le suffrage universel.

Aucune des explications données jusqu'ici sur la distinction entre le mandat impératif et le contrat synallagmatique ne nous a complètement satisfait. Nous repoussons d'abord ce mot *impératif* comme un pléonasme; car, dès que le mandat est accepté, il lie définitivement le mandataire, et dès lors tenu de l'accomplir tant qu'il en demeure chargé, et il nous semble qu'il suffit pleinement de l'appeler *mandat spécial*, c'est-à-dire s'appliquant à une ou plusieurs affaires déterminées. Une observation qui nous semble bien avoir son importance est la suivante: le mandataire n'agit pas en son propre nom; il n'est que le porte-voix de son mandant; c'est une étonnante ruse qui reçoit les moindres impressions du mandant; le mandant seul a une volonté et le droit de dire: *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*, tandis que le contrat synallagmatique, imaginé par Hugo, lui laissera la liberté d'agir d'une façon plus indépendante, en lui permettant l'interprétation des conventions, et surtout le mode d'exécution.

Le citoyen Bliériot déplore ensuite l'état de siège, qui fait des réunions publiques une simple tolérance, et montre combien les institutions de la monarchie anglaise, qui admet

les meetings, sont plus libérales que celles de la République française, qui apporte tant d'entraves au droit de réunion.

Le citoyen Falcat bondit à la tribune. Il est sûr de ses effets et vient les mains dans les poches discuter à la rampe. Il a manqué sa vocation, car il eût fait certainement un excellent acteur. Il dit qu'en faisant venir Hugo on paraîtrait faire une manifestation et qu'il ne faut pas fournir à l'Assemblée un prétexte pour prolonger l'état de siège. Il sait que Victor Hugo restera cette fois au poste jusqu'au bout, dût-il y périr.

Incidentement et à propos du récent arrêté de M. Ladmiralet, il s'étonne qu'on n'ait pas compris dans la proscription des photographies des hommes de la Commune celle de l'homme de Sedan, qui s'étaient encore insolument aux vitrines comme une sorte de provocation à la conscience publique.

Le citoyen auteur de la proposition, sur la demande du bureau, la retire après quelque hésitation.

Le citoyen Falcat revient à la tribune, et, avec une malice toute byzantine, formule à l'assemblée une proposition destinée, dans sa pensée, à couler à fond la candidature de M. Vautrain. Il a appris que le citoyen Vautrain avait annoncé sa candidature aux membres du conseil municipal; que l'Union républicaine de la presse préparait un petit coup à sa façon, en portant sur sa liste ce républicain à l'eau de rose. Il propose donc qu'on dépêche deux délégués qui présenteront à la signature du candidat le programme déjà signé par Hugo.

Après quelques observations très sensées du citoyen Bliériot, le citoyen Falcat retire sa proposition. Il est près de onze heures, et comme la permission accordée par l'autorité militaire ne va pas plus loin, le président lève la séance.

Le comité électoral de la rue Bréa vient de recevoir la lettre suivante du comité de la rue Gréole, où fleurit le mandat impératif le plus brutal:

Lyon, le 26 décembre 1871.
Aux citoyens du Comité électoral de la rue Bréa

Après toutes les déflections honteuses dont la démocratie a été victime,

Nous vous félicitons d'avoir imposé à vos candidats le mandat impératif.

C'est en entrant dans cette voie que nous obligeons nos mandataires à remplir leur devoir.

Au nom de la démocratie du Rhône:

Alibert, Cré, Pique-Annois, Gandy, Paignoux, Champenois, C. Thimonier, Rabier, A. Blanc.

Les membres du bureau de l'ex-comité central électoral de l'Alliance républicaine du Rhône:

Le président: F. Bouvard

Les secrétaires: Antoine Tournissaud, T.-J. Dolfus.

Le trésorier: Allard.

Ce qui paraît toujours plaisant c'est la réunion du relieur Favier, et de quelques compères qui, sans mandat comme sans vergogne, parlent au nom de la démocratie du Rhône!

LES ACTES OFFICIELS

ELECTIONS AUX CONSEILS GÉNÉRAUX

Sont convoqués au dimanche 21 janvier: Les électeurs du canton d'Alais (Corse), pour élire un représentant au conseil général en remplacement du prince Jérôme Napoléon démissionnaire.

Sont également convoqués dans le même but les électeurs du canton de Fleurance (Gers).

INTERDICTION DE LA VENTE DES CARICATURES

Voici le texte de l'arrêté du général Ladmiralet, que nous avons résumé hier:

Le général gouverneur de Paris.

En vertu des pouvoirs qui lui confère l'état de siège:

Vu l'article 9 de la loi des 9-11 août 1849;

Attendu que l'on met en vente dans les boutiques et que l'on porte sur la voie publique des dessins et emblèmes de nature à troubler la paix publique;

Arrête:

Art. 1^{er}. — L'exhibition, la mise en vente et le portage de tous dessins, photographies ou emblèmes de nature à troubler la paix publique sont prohibés.

Sont interdits notamment la mise en vente, l'exhibition et le portage des portraits des individus poursuivis ou condamnés pour leur participation aux derniers faits insurrectionnels.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront constatées par les officiers de police judiciaire, par les agents de la force publique et dévolues aux tribunaux compétents.

Paris, le 28 décembre 1871.

LES ALSACIENS-LORRAINS

On lit dans le *Journal officiel*:

La commission chargée, par arrêté du ministre de l'intérieur, de distribuer une somme d'un million aux Alsaciens et Lorrains restés Français et qui ont subi des pertes par suite de la guerre, a décidé que les intéressés qui doivent adresser directement leurs demandes au ministère de l'intérieur, avant le 1^{er} février 1872.

Les réclamations pourront être formulées sur papier libre et ne seront pas soumises à l'affranchissement.

LES LISTES ÉLECTORALES

Le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux préfets la circulaire suivante:

Monsieur le préfet, en votant la loi provisoire sur l'organisation des municipalités et la loi organique des conseils généraux, l'Assemblée nationale a décidé que, jusqu'à ce qu'une nouvelle législation électorale ait été promulguée, les dispositions des lois anciennes continueraient à être observées en ce qui concerne les conditions requises pour l'inscription sur les listes électorales dont la révision doit, aux termes des décrets du 2 février 1869, commencer le 1^{er} janvier et se terminer le 31 mars.

L'Assemblée a seulement imposé aux électeurs municipaux une condition nouvelle en exigeant d'eux la justification d'un domicile réel d'un an, au lieu d'un simple domicile de six mois.

La même règle a été étendue aux élections départementales par la loi du 10 août 1871, qui a décidé que ces élections seraient faites sur les listes dressées pour les élections municipales.

Pour les élections politiques, bien que les décrets rendus à Paris à la date du 29 janvier 1871 ne fussent bornés à remettre en vigueur un petit nombre d'articles de la loi du 15 mars 1849 et se fussent référés pour le surplus, et au moment pour la confection des listes électorales, à la législation alors existante, c'est-à-dire aux décrets du 2 février 1869, quelques-uns de ces décrets ont été observés en ce qui concerne les conditions requises pour l'inscription sur les listes électorales dont la révision doit, aux termes des décrets du 2 février 1869, commencer le 1^{er} janvier et se terminer le 31 mars.

L'Assemblée a seulement imposé aux électeurs municipaux une condition nouvelle en exigeant d'eux la justification d'un domicile réel d'un an, au lieu d'un simple domicile de six mois.

La même règle a été étendue aux élections départementales par la loi du 10 août 1871, qui a décidé que ces élections seraient faites sur les listes dressées pour les élections municipales.

Pour les élections politiques, bien que les décrets rendus à Paris à la date du 29 janvier 1871 ne fussent bornés à remettre en vigueur un petit nombre d'articles de la loi du 15 mars 1849 et se fussent référés pour le surplus, et au moment pour la confection des listes électorales, à la législation alors existante, c'est-à-dire aux décrets du 2 février 1869, quelques-uns de ces décrets ont été observés en ce qui concerne les conditions requises pour l'inscription sur les listes électorales dont la révision doit, aux termes des décrets du 2 février 1869, commencer le 1^{er} janvier et se terminer le 31 mars.

L'Assemblée a seulement imposé aux électeurs municipaux une condition nouvelle en exigeant d'eux la justification d'un domicile réel d'un an, au lieu d'un simple domicile de six mois.

La même règle a été étendue aux élections départementales par la loi du 10 août 1871, qui a décidé que ces élections seraient faites sur les listes dressées pour les élections municipales.

Pour les élections politiques, bien que les décrets rendus à Paris à la date du 29 janvier 1871 ne fussent bornés à remettre en vigueur un petit nombre d'articles de la loi du 15 mars 1849 et se fussent référés pour le surplus, et au moment pour la confection des listes électorales, à la législation alors existante, c'est-à-dire aux décrets du 2 février 1869, quelques-uns de ces décrets ont été observés en ce qui concerne les conditions requises pour l'inscription sur les listes électorales dont la révision doit, aux termes des décrets du 2 février 1869, commencer le 1^{er} janvier et se terminer le 31 mars.

personnelle, n'avait pas eu de vote, en présence de ces incertitudes, franchir lui-même la question et il avait, en conséquence, déposé un projet de loi portant entrées autres dispositions que, pour les élections politiques comme pour les élections municipales et départementales, les listes électorales seraient dressées et revues conformément aux décrets organique et réglementaire du 2 février 1869.

Mais la commission nommée par l'Assemblée nationale pour examiner ce projet a reconnu, après une étude approfondie de la question, qu'il n'était pas indispensable d'édicter à nouveau des règles qui se trouvent formulées déjà dans les actes législatifs antérieurs et, tout en s'assurant sans réserve à l'interprétation que le projet, fait pour but de consacrer, elle a pensé qu'il suffirait de la rappeler par voie d'instructions ministérielles aux autorités chargées de concourir à l'exécution de la loi.

D'accord avec la commission parlementaire, le gouvernement a été ainsi amené à retirer le projet de loi spécial dont je vous avais invité à attendre la promulgation pour préparer le travail de révision des listes électorales.

Vous pouvez donc aujourd'hui adresser vos instructions aux maires de votre département, en leur indiquant, par la voie du recueil administratif, que pour toutes les élections il y a lieu de procéder à la révision des listes électorales conformément aux décrets organique du 2 février 1869 (titre II, articles 15 et 16) et vous aurez soin, pour simplifier leur travail, de joindre à vos instructions le tableau de ces incapacités que vous trouverez inséré au bulletin officiel du ministère de l'intérieur. (Année 1869, page 377.)

Il demeure également entendu que les pénalités en matière électorale restent rigées par les dispositions du même décret (titre IV, articles 31 à 32).

Mais comme les nouvelles listes électorales ne seront définitivement arrêtées qu'au 31 mars prochain, les élections aux fonctions de députés et de sénateurs, ainsi que celles des conseils généraux, doivent se faire sous le régime des listes électorales en vigueur à cette époque, c'est-à-dire sous le régime des prescriptions spéciales des décrets de convocation. La présente circulaire ne leur est pas applicable.

Les diverses opérations relatives à la formation des listes doivent être conduites avec un soin particulier, car, si la révision n'a pu être opérée cette année dans des conditions normales, les rectifications partielles qui ont précédé les scrutins successifs ouverts en 1871 n'ont pas été entourées de toutes les garanties ordinaires exigées, les événements ayant nécessité l'adoption d'une procédure sommaire.

En raison de cette circonstance particulière et de l'obligation qui leur est désormais imposée d'établir une distinction entre les électeurs municipaux et les électeurs politiques, les municipalités devront, au lieu de publier seulement, suivant l'usage, le tableau de rectification, publier la liste générale des électeurs de la commune.

Mais comme les conditions de capacité sont les mêmes pour l'électorat municipal et pour l'électorat politique (sauf la durée et le caractère du domicile), il ne sera pas nécessaire d'établir deux listes distinctes. Les maires dresseront donc une liste unique, en y ajoutant seulement de la diviser en deux parties comprenant, la première, tous les électeurs qui, au 1^{er} avril 1872, comptent une année de domicile réel dans la commune et formeront par conséquent la liste des électeurs municipaux, et la seconde des électeurs qui, n'ayant que 6 mois de résidence au 1^{er} avril 1872, ne pourront prendre part aux scrutins politiques.

Sous la réserve de cette seule exception, les maires se conformeront aux prescriptions des décrets organiques et réglementaires du 2 février 1869, dont je me bornerai à rappeler les principales dispositions.

Les maires ont un délai de dix jours (du 1^{er} au 10 janvier) pour réunir les éléments de la liste, et un délai de dix jours (du 11 au 21 janvier) pour la faire établir. (Art. 1 et 2 du décret réglementaire.)

La liste devra être déposée au plus tard le 15 janvier au secrétariat de la mairie. Le maire dressera procès-verbal de ce dépôt, et l'annoncera par voie d'affiches en faisant connaître que, dans les vingt jours, tout électeur omis sur la liste générale, ou sur la liste des électeurs municipaux, pourra réclamer son inscription, et que tout électeur inscrit sur une des listes du département a le droit de réclamer, dans le même délai, l'inscription ou l'indication de son nom sur l'autre.

Les demandes en inscription ou en radiation doivent être formulées par écrit et contenir, lorsqu'il s'agit de radiation, l'annonce des motifs sur lesquels elles sont fondées.

Elles sont inscrites, par ordre de date, sur un registre spécial.

Le maire avertira l'électeur dont l'inscription est contestée, pour qu'il ait à présenter ses observations. Cet avertissement sera donné sans frais et contiendra l'indication sommaire des motifs de la demande de radiation.

Le registre d'inscription des réclamations sera clos le 4 février à minuit. (Art. 5 du décret réglementaire, modifié par le décret du 13 janvier 1869.)

Le conseil municipal devra être réuni en temps utile pour élire deux de ses membres qui formeront, avec le maire, la commission chargée de juger les réclamations. Le maire présidera cette commission, dont les décisions sont prises à la majorité des suffrages.

La commission s'occupera des réclamations aussitôt qu'elle les aura reçues, et statuera dans le délai de cinq jours au plus tard, à dater de leur réception.

Les dernières réclamations devront être jugées le 9 février à minuit.

Les décisions de la commission municipale sont notifiées, dans les trois jours, aux intéressés, soit par lettre, soit par un agent assermenté (gendarme ou garde champêtre).

L'article 21 du décret organique donne un délai de cinq jours aux intéressés pour se pourvoir devant le juge de paix contre les décisions de la commission. Le délai d'appel expirera donc le 17 février à minuit.

L'appel est formé par simple déclaration au greffe. Le juge de paix, qui doit statuer dans les dix jours (le 27 au plus tard) donne avis des infractions par lui prononcées, au maire et au préfet, dans les trois jours de la décision. Le maire aura donc connaissance, le 29 février, des décisions de toutes les modifications résultant des décisions d'appel, et comme les opérations ne doivent être closes que le 31 mars, il aura un délai d'un mois pour arrêter la liste définitive.

Les seules modifications qui, dans cet intervalle, peuvent être apportées au travail primitif consistent dans l'addition des électeurs dont l'inscription aurait été ordonnée par des décisions du juge de paix rendues dans les délais ci-dessus, ou par des arrêts de la cour de cassation, et dans la radiation des électeurs qui, depuis la publication de la liste préparatoire, seraient décédés ou auraient été privés du droit de vote par un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

Aussitôt après la clôture définitive de la liste, le maire vous en adressera une copie qui demeurera déposée au secrétariat de la préfecture, et vous me transmetrez, sans retard, un relevé numérique, par canton, des électeurs inscrits tant sur la liste des électeurs municipaux que sur la liste des électeurs politiques.

Je vous recommande particulièrement, monsieur le préfet, de veiller à ce que toutes les prescriptions légales soient fidèlement observées.

Recevez, etc.

Le ministre de l'intérieur,
CASIMIR PÉRIER.

NOS INFORMATIONS

UN CONCIERGE AUTORITAIRE

Hier, en passant rue d'Amsterdam, nous avons été arrêté par un rassemblement considérable de personnes qui se pressaient autour du numéro 10 de la rue d'Amsterdam.

Les cris de: « A la lanterne, le concierge; pendons-le! » se faisaient entendre de tous côtés. Les gardiens de la paix ne parvinrent qu'avec beaucoup de peine à dissiper la foule.

(1) Le même droit appartient au préfet et au sous-préfet, conformément à l'article 19 du décret organique du 2 février 1869.

Nous avons alors demandé la cause de tout ce tumulte, et voici ce qui nous a été répondu: Un employé de bazar avait apporté des marchandises chez une dame Jacquemard, demeurant dans l'hôtel.

Le concierge ayant vu descendre cet employé par le grand escalier, entra dans une colère furibonde et voulut qu'il remontât afin de redescendre par l'escalier de service. Sur le refus de l'employé, il se jeta sur lui, et lui aurait fait un mauvais parti sans l'intervention de quelques passants qui, prenant fait et cause pour le pauvre employé déjà tout meurtri, tombèrent sur le concierge et lui donnèrent pour éternelle une verte leçon qui ne cessa qu'à l'arrivée de la police.

UN CAS DE FOLIE

Un monsieur fort bien vêtu, jeune encore et paraissant appartenir aux classes aisées de la société, avait hier soir occasionné un rassemblement considérable dans la rue Vivienne. Quelques passants plus charitables, attirés comme les autres par les propos extravagants qu'il tenait, le plus sérieusement du monde, le firent engager à continuer son chemin. Il prétendait que M. Thiers lui avait donné rendez-vous à cette place pour forcer le consentement d'une jeune et jolie personne qui, jusque là, avait refusé ses vœux. On reconnut alors qu'on avait affaire à un fou. Conduit devant le commissaire, ce malheureux a été reconnu pour le sieur R..., rentier âgé d'une trentaine d'années et demeurant impasse Neveu. Il sortait récemment d'une maison de fous.

INCENDIES

Hier, pendant la journée, plusieurs incendies ont éclaté dans le quartier Saint-Denis. Le matin, le feu prenait dans les ateliers du sieur Cognard, dessinateur, rue de l'Échiquier, n° 12. Les pompiers de la caserne du Château-d'Eau se sont rendus sur les lieux. En deux heures ils furent maîtres du feu. Les dégâts, tant en mobilier qu'en tableaux, sont évalués à quelques milliers de francs. Rien n'était assuré. Le soir, la loge du sieur Lemaire concierge, boulevard de Strasbourg, n° 6, était toute en flammes. La promptitude des secours empêcha l'incendie de tout l'hôtel. Les pertes sont de peu d'importance.

LES JOUEURS EN PLEIN AIR

Chassés des cafés, traqués dans les tripots clandestins, savez-vous où se réunissent maintenant les joueurs? Aux Champs-Élysées. Il existe un petit rond-point entre le café des Ambassadeurs et le restaurant Philippe; du milieu de l'emplacement, on voit venir des cotés cotés, et d'assez loin pour prévenir toute surprise, du reste, des sentinelles avancées surveillent attentivement et se relèvent pendant que la bande se livre à un baccarat effréné. Hier, cependant, le brouillard était si intense qu'un joueur ariéris tomba en plein banco. Les cartes et l'argent disparurent par enchantement, et la bande se dispersa dans diverses directions. Deux agents de la paix, prévenus par le monsieur, constatèrent des piétements et découvrirent plusieurs cartes dénichées qu'on avait abandonnées en fuyant. Les oiseaux sont dénichés, et il est probable qu'ils s'abstiendront jusqu'à ce qu'ils aient pu trouver un nouveau lieu de réunion; néanmoins l'éveil est donné, et la surveillance nocturne va redoubler sur les places publiques éloignées du centre de la circulation.

FAUSSE MONNAIE

Il circule depuis quelques jours une certaine quantité de pièces fausses de 2 francs, au millésime de 1862 et à l'effigie du pape. Ces pièces, en cuivre, sont argénées très légèrement, et seront très faciles à reconnaître après quelques jours de circulation. On a arrêté hier un monsieur, très bien vêtu, qui en avait donné deux en paiement au marchand de jouets d'enfants installé boulevard Rochecrouart. Les protestations de l'inculpé, sa mise et l'offre qu'il fit de donner tous les renseignements voulus sur sa moralité, firent croire qu'il avait lui-même été victime, et le monsieur bien mis fut relâché par le marchand, qui tout d'abord l'avait appréhendé au collet. Mais aussitôt libre notre homme prit la fuite, à la grande stupefaction de l'assistance qui essaya vainement de le rattraper. Plusieurs tentatives de filouterie de ce genre ont été constatées depuis deux jours, et ont amené trois arrestations; on croit à l'existence d'une bande de faux monnayeurs anglais.

UNE BOUTEILLE DANS LA SEINE

Hier le dragueur n° 27 ramenaît du fond de la Seine un objet complètement couvert de vase et de petits cailloux, qu'on prit tout d'abord pour un obus. La vase enlevée, on découvrit une bouteille, parfaitement bouchée et cachetée, qu'un petit trou dans le verre avait fait couler à fond. Le marin Isidore Guérin fit immédiatement sauter le goulot, et reconnut que la bouteille contenait un chiffon de papier soigneusement roulé et sur lequel on lisait encore distinctement la dépêche suivante: « XXVI. A. 25 k. Poissy, Bavares, 10,000, 25 k. canons; hussards bleus, général Lipowski. »

Le renseignement pouvait certainement émaner d'un de nos espions; mais on peut également supposer une de ces plaisanteries dont les Allemands étaient si prodigieux pendant le siège de Paris.

SUICIDE

Hier soir, à quatre heures, le sieur Joseph Deschiens, demeurant à Paris, 91, rue de l'École-de-Médecine, se trouvant dans une des allées écartées du bois de Boulogne, à deux cents mètres environ de la grande cascade, entendit à quelques mètres de lui des râlements étouffés. Il se dirigea aussitôt du côté d'où venait le bruit, et aperçut un individu qui, pendu à une branche, avait saisi à deux mains la corde à laquelle il était accroché, et essayait désespérément de remonter. Le sieur Deschiens courut immédiatement à la corde; il était temps, car le pendu venait de perdre complètement connaissance. Deschiens appela deux passants; on hêla un cocher, et on transporta le moribond dans la voiture. Deschiens le fit conduire chez lui. On fit venir aussitôt le docteur Desmarests, qui, à force de soins, parvint à le rappeler à la vie. C'est un nommé Isidore D..., garçon boucher. C'est par suite de chagrins de famille qu'il a voulu mettre fin à ses jours.

M. D'ANTAS

Ce matin est arrivé à Paris, par la gare d'Orléans, à sept heures, venant de Lisbonne, le comte d'Antas, le nouvel ambassadeur de Portugal à Paris. M. d'Antas est âgé de quarante-deux ans environ; il est comte d'Antar et duc de Souha, grand de Portugal de première classe, et allié à la maison de Bragance. M. d'Antas a déjà été chargé d'affaires en France en 1859. Il s'est immédiatement rendu à l'ambassade de Portugal.

LES AFFICHES

Un avis aux contribuables, émanant de la préfecture de la Seine, a été affiché ce matin, relativement aux matrices des patentes pour 1872. Il annonce que ces matrices seront déposées dans les mairies des vingt arrondissements, du 31 décembre au 10 janvier. On sait que les rôles des patentes sont les listes de tous commerçants patentés du quartier.

ARRESTATION

Hier a été arrêté dans un café borgne de la rue des Moines, à Batignolles, le sieur Callapi (Antoine), Italien d'origine et montreur de chiens savants de profession. Callapi a été arrêté sur la plainte de la dame Bouffier, demeurant 11, rue Legendre, à qui il avait volé une montre. On a tout lieu de croire que Callapi a fait, du temps de la Commune, partie de la dix-septième légion avec un grade quelconque. Il a fait une grande résistance quand on a voulu l'arrêter, et a mordu un agent à la main jusqu'au sang. Il a été immédiatement conduit chez le commissaire de police des Batignolles, et de là au dépôt.

AVERTISSEMENT AU COMMERCE

Le ministre du commerce a été officiellement informé que deux étrangers, dont l'un prenait le nom de Dubois, se sont rendus à Glasgow dans le courant de septembre dernier. Ils faisaient le commerce des ornements d'église, soieries, velours, draps d'or et d'argent et prétendaient appartenir à une maison Sadler et Co. Après avoir engagé des opérations commerciales avec des maisons anglaises et françaises, ils ont disparu sans avoir soldé le prix de nombreux articles dont ils s'étaient rendus acquéreurs, échappant à toutes les recherches de la police locale.

Le ministre du commerce tient

LA SEMAINE FINANCIÈRE

INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche, 31 décembre.

Le courant des affaires s'est très sensiblement modifié depuis la semaine dernière. Devant la baisse persistante des valeurs, en présence des retards apportés par la Chambre dans la discussion des lois financières, on commençait à perdre toute espérance, et les acheteurs les plus endurcis se disposaient à passer à l'ennemi, lorsqu'une série d'événements est venue changer la physionomie du marché.

M. le ministre des finances a d'abord élevé à 6 0/0 l'intérêt des Bons du Trésor, à échéance de six mois et un an. La négociation de ces Bons ne s'opérant pas avec assez de rapidité pour satisfaire aux obligations de l'Etat, le paquebot a été négocié à une maison de banque d'Angleterre représentant un puissant syndicat. On nous dira sans doute plus tard les conditions de cette opération; elles ne peuvent qu'être très onéreuses pour nous. Mais enfin, il faut se plier sous la nécessité de notre situation.

Puis, la loi qui étend la limite de la circulation de la Banque de France a été votée. Enfin, on a insinué que la Banque de France baisserait très prochainement le taux de ses escomptes.

Tous ces faits, en promettant en liquidation un report raisonnable, étaient de nature à tenter les acheteurs; plusieurs se sont enhardis, leur mouvement a été favorisé par des achats assez sérieux de comptant. Au second jour la spéculation à la hausse avait déjà pris une certaine allure et les acheteurs ferme et à prime levèrent fièrement la tête. La position paraît enlevée aujourd'hui.

Une halte maintenant est peut-être nécessaire; et avant de songer à aller plus loin la spéculation fera peut-être sagement de se fortifier sur le terrain conquis. Elle sera facilitée dans cette tâche par les achats du comptant; car on va toucher dans la première quinzaine de janvier pour quatre ou cinq cents millions qui doivent trouver une grande partie leur emploi dans la Rente française et dans l'Emprunt.

Quoi qu'il en soit, les dispositions du marché nous portent à croire que nous allons entrer dans une période d'amélioration des cours. La dépréciation qui s'est produite à la fin de la Bourse d'hier ne saurait modifier notre appréciation. Il y a eu là un coup de Bourse exécuté par quelques gros spéculateurs qui voulaient prendre leur revanche d'une déconvenue et d'une spéculation ratée. Ce n'est un secret pour personne, à la Bourse, que MM. A... B... et C... ont, vers les deux heures et demie, fait irruption sur le marché et déconcerté les acheteurs par des offres multiples.

Fonds d'Etat et de Villes. — Le 3 0/0, samedi dernier, fermait à 55 55 au comptant et à 55 50 à terme. Hier, il clôturait à 56 fr. au comptant et à 55 85 à terme. Le 5 0/0, il y a huit jours, fermait à 90 fr. au comptant et à 90 10 à terme; hier, il clôturait à 90 90 au comptant et à 91 05 à terme. Le 5 0/0 paraît vouloir prendre le pas sur le 3 0/0, parce que le coupon du premier est plus proche, et aussi parce que dans une campagne de hausse il est plus facile à conduire.

Le Morgan a oscillé entre 504 et 505. Nous préférons, pour notre compte, les types 3 0/0 et 5 0/0, et si le Morgan donne un intérêt plus fort, il est moins sensible aux mouvements de nos fonds publics et moins susceptible d'éprouver de la hausse.

Les obligations de la Ville de Paris sont restées presque toute cette semaine sans variations et sans affaires.

Que la Rente française monte ou qu'elle baisse, l'Italien ne s'en émeut guère; il était, mercredi, à 69 20, tandis que notre Rente touchait le cours extrême de 55 25; il clôturait aujourd'hui à 69 70, tandis que nous sommes à 55 95. Rien n'empêche de prévoir les cours de 72 au moins et de 75, auxquels aspire M. Sella; il est très probable que les faire croire, si le Parlement approuve ses projets de budgets.

Un ministre des finances peu soupçonné, qui dispose des émissions des billets de banque et des obligations ecclésiastiques, est maître de produire la hausse à son gré, lorsque la hausse est nécessaire à ses combinaisons. Il lui suffit de faire fabriquer des billets de banque et de s'en servir pour acheter de la Rente, qu'il lui dépose ensuite, comme garantie, dans les caisses des Banques d'émission. Cela produit une circulation de papier qui a toutes les apparences de la richesse et qui peut durer longtemps. Nous ne prétendons pas que M. Sella ait recouru à ce moyen; il lui est trop facile de faire de la hausse au moyen de son échange de titres, qui n'en finit pas. Mais très probablement, après le détachement du coupon de janvier, il entrera résolument dans cette voie, et il continuera à soutenir les cours, afin de produire l'illusion sur l'état de l'Italie. Attendons le résultat de cette manœuvre, qui ne peut que profiter aux porteurs de titres.

Les fonds Ottomans ont été bien tenus; le 5 0/0 consolidé a atteint et même dépassé le cours de 51 50. Les obligations Ottomanes restent dans les plus hauts cours.

Les fonds Espagnols ne présentent pas de changements sensibles; l'Extérieure est à 33 3/4; le Rente a été coté 522 50. La rente au ministre des finances de M. Angulo ne dit rien de bon pour les porteurs étrangers de rentes espagnoles; cependant on dit que les idées de l'ancien ministre se sont modifiées en présence de l'attitude énergique du comité anglais.

Il y a une amélioration marquée sur les fonds Autrichiens: la dette convertie s'est élevée à 64; c'est le coupon semestriel qui a été gagné en quelques jours. L'emprunt Romain à 1 100; la Domanielle est demandée à 263 50.

L'Egyptien 7 0/0 a atteint 88 1/4; le Russe a faibli à 93 3/4; l'obligation reste à 375. La Tunisienne est à 155 fr.; l'emprunt Romain 5 0/0 a repris à 63 fr.

L'Américain est plus faible. Une circulaire de la chambre syndicale des agents de change informe que la deuxième série des dollars 5/20 1862 est, par décision de la trésorerie des Etats-Unis, appelée au remboursement à partir du 7 mars 1872.

La première série, déjà appelée au remboursement, se compose des titres verts; les titres de la deuxième série sont sur fond jaune-orange; ils auront dorénavant une cote spéciale.

Ces titres portent les numéros suivants: 3 dollars n° 1 à 5 400, 6 " n° 1 à 10 800, 30 " n° 1 à 17 900, 60 " n° 1 à 11 120.

Par une autre décision du 20 décembre, la Trésorerie des Etats-Unis a appelé au rem-

boursement, à partir du 20 mars 1872, la seconde partie de la deuxième série des Bons 5/20 1862.

Ces titres portent les numéros suivants: 3 dollars de rente, n° 5 401 à 10 775, 6 " n° 10 776 à 25 935, 30 " n° 25 936 à 7 000, 60 " n° 7 001 à 11 121.

En conséquence, les coupures qui font l'objet des décisions des 7 et 20 décembre ne seront plus négociables au même titre que celles non appelées au remboursement, et ne seront cotées que sous une rubrique spéciale.

Les titres de la deuxième série sont gravés sur fond jaune-orange et portent tous le numéro de série.

Institutions de crédit. — On a déjà touché cette semaine un coupon de 200 fr. sur la Banque de France.

Cette somme de 200 fr.; jointe aux 70 fr. déjà payés, porte à 270 fr. le dividende de l'exercice. Indépendamment de ces 270 fr. payés à chaque action, il reste sur les bénéfices de 1871 une somme importante dont le conseil de la Banque a ordonné la mise en réserve.

Les actions ont déjà regagné une partie de leurs coupons, et nous les trouvons très fermes à 3 600 fr.

Le bilan publié cette semaine présente les variations suivantes: la circulation s'est élevée à 3 milliards 325 millions; mais l'augmentation a perdu beaucoup de sa signification par la voie de la nouvelle loi sur l'extension de la circulation.

L'encaisse a diminué de 816,000 fr. et reste à 631,601,000 fr. Le portefeuille de Paris s'est élevé de 294,192,000 fr. à 326,305,000 fr.; augmentation: 32,013,000 fr. Le portefeuille des succursales s'est accru de 394,930,000 fr. à 401,479,000 fr.; augmentation: 6,549,000 fr. Il a été remboursé à la Banque, sur ses avances, 130,000 fr. sur les Bons du Trésor et 4 millions par la ville de Paris.

L'ensemble des comptes d'avances ne présente qu'une légère augmentation de 104,000 francs sur la semaine dernière.

Le compte-courant du Trésor a varié de 154,187,000 fr. à 156,491,000 fr.; augmentation: 2,304,000 fr. — Les comptes-courants des particuliers se sont élevés de 239,259,000 francs à 285,311,000 francs; augmentation: 15,052,000 fr.

Le compte escompte et intérêts divers, qui représente les bénéfices de la Banque, dont le total était, la semaine dernière, de 52 millions 516,000 fr., ne figure au bilan de cette semaine que pour une somme de 1,087,000 fr., par suite du détachement du coupon du 2^e semestre 1871.

L'exécution des bénéfices non distribués et un prélèvement de 12 millions sur la réserve pour pertes éventuelles sur les effets prorogés, ont été portés à un nouveau compte de réserve spéciale qui s'élève à 24,364,000 fr. — L'importance de ce nouveau compte peut être considérée comme une poire que l'on réserve pour la soit aux actionnaires de la Banque, afin de grossir le chiffre des dividendes futurs. — La réserve pour effets prorogés en souffrance a été portée à 14 millions, chiffre qui nous paraît exagéré, puisque la Banque a été remboursée presque intégralement de ses effets prorogés.

Les actions des autres établissements de crédit sont à peu près restées sans changement. Le Crédit mobilier est à 525 pour les actions libérées, et à 540 pour les autres. L'Espagnol s'est tenu dans les environs de 500 fr. Les demandes se présentent dès que ce cours est entamé. Le Comptoir d'escompte a été en baisse légère. La Générale a oscillé entre 574 et 575.

Parmi les sociétés de crédit étrangères, nous laissons la bonne tenue de la Banque ottomane et du Crédit foncier d'Autriche.

TAUX DE L'ESCOMPTE

Sur les principales places de l'Europe

Banque de France	6 0/0
Banque d'Espagne	7 0/0
Banque de Londres	3 0/0
Banque d'Amsterdam	3 0/0
Banque de Berlin	4 0/0
Banque de Francfort	4 0/0
Banque de Saint-Petersbourg	7 0/0
Banque de Vienne	6 1/2 0/0
Banque de Bruxelles	2 1/2 0/0

BONS DU TRÉSOR

1 mois	4 0/0
2 mois	4 1/2 0/0
3 mois à 5 mois	5 1/2 0/0
6 mois à un an	6 0/0

Chemins de fer. — Les chemins de fer ont continué à être languissants. Il s'est fait très peu d'affaires sur les actions et les obligations de ces entreprises.

Le Nord est comme précédemment à 975; le Midi présente une grande fermeté, ses cours ont même gagné 5 fr. d'une semaine à l'autre, on finit à 630; l'Orléans est à 817 50; le Lyon a repris de 840 à 850; l'Ouest est à 857 50; l'Est à 892 50.

Rien à dire des chemins étrangers. L'Autrichien, malgré la diminution de ses recettes, se maintient à 868 75 pour les actions estampillées; le Lombard vaut 455; l'Est-Hongrois 340.

On trouve le Romain oscillant de 115 à 130; les obligations de ce chemin ont des demandes suivies au-dessus de 180 fr. L'obligation Nord d'Espagne a revu variable entre 96 50; l'obligation Portugaise est à 132 50. On annonce la mise en paiement d'un nouveau coupon pour le mois de février prochain.

Recettes des chemins de fer. — Nous publions aujourd'hui les recettes de la 49^e semaine, allant du 3 au 9 décembre.

Il ne faut pas compter sur de beaux résultats et sur des excédents considérables, car l'on se souvient qu'à cette époque il tomba sur notre territoire une si grande quantité de neige, que nos chemins de fer furent pour ainsi dire restés dans une complète immobilité.

Les recettes sont donc pauvres relativement à celles que nous publions ordinairement, et les augmentations insignifiantes.

Le Nord ancien a augmenté de 100,000 fr. environ; les nouvelles lignes gagnent 51,000 francs; le Lyon ancien réseau a une diminution de 28,000 fr.; le nouveau réseau est en augmentation de 41,000 fr. environ; l'Orléans ancien réseau n'accuse qu'un excédent de 44,000 fr. Les nouvelles lignes nous donnent une augmentation brute de 33,000 fr.; mais elles perdent 3 28 0/0 sur le rendement kilométrique. L'Ouest, qui fait la comparaison de ses recettes avec celles de la période correspondante de 1870, obtient un progrès de 894,000 fr., soit 210 43 0/0 sur son ancien réseau.

Sur les nouvelles lignes il perd 6,000 fr., ou 17 18 0/0.

Le Midi, qui agit de même que l'Ouest, gagne 225,000 fr., ou 43 31 0/0 sur son ancien réseau. Les nouvelles lignes progressent de 78,000 fr., ou 39 50 0/0.

Les Chemins étrangers ont subi également le sort des Chemins français; leurs recettes sont sans grande importance. Le seul résultat est à signaler, c'est celui de la section italienne des Lombards qui présente une augmentation de 277,000 fr., soit 19 30 0/0; la section du Sud de l'Autriche n'a qu'une augmentation insignifiante de 2,000 francs, soit 0 20 0/0.

Les Autrichiens ont une diminution de 100,000 fr. environ, soit 5 93 0/0; l'augmentation brute de l'exercice reste à 16 23 0/0. Les chemins portugais nous apportent aussi des résultats peu brillants. Le Madrid à Saragosse a un excédent de 8 000 fr., ou 217 0/0, et le Barcelone-Pampelune de 7,000 fr., ou 3 49 0/0.

Les chemins Portugais ont gagné 103,000 fr.; le produit total de l'année est de 6,000 fr. environ.

Les Romains ont une légère augmentation de 5,000 fr.

Valeurs diverses. — Le marché a été également très restreint sur ces valeurs.

Le Gaz, qui ne peut être tenu que la semaine dernière, c'est-à-dire la Compagnie du Gaz Lebon, elle nous paraît en pleine dislocation par suite des agissements de son directeur. L'immobilière a oscillé entre 90 et 85 fr.

On cote 215 sur les Transatlantiques. Les actionnaires ont l'espérance prochaine du paiement du coupon de 10 fr. voté par l'Assemblée générale.

Les obligations des Halles et Marchés de Naples ont un très bon courant d'affaires. C'est là une bonne valeur qui se recommande d'elle-même. Au prix actuel c'est un placement très rémunérateur, et nous ne sommes pas assez riches pour ne pas rechercher les gros intérêts.

Les actions du Suez ont monté à 186 fr. On a beaucoup parlé du rachat du Canal par les puissances. Nous trouvons sur cette question qui intéresse si vivement les actionnaires de cette entreprise les documents qui suivent dans le journal officiel de la Compagnie:

L'administration de la Compagnie nous invite à reproduire la pièce suivante:

Monsieur,

La question du rachat du Canal de Suez a fait l'objet, depuis quelques temps, de demandes et renseignements qui nous ont été adressés par des actionnaires.

Il n'est très facile de répondre à ces demandes en vous communiquant une note remise au ministre des affaires étrangères d'Italie, le 7 novembre dernier.

Voici cette note:

« J'avais particulièrement envoyé au khédive d'Egypte un projet de note au sujet de la question du rachat du Canal de Suez, mais en avant dans une séance du Parlement italien.

« La Compagnie universelle concessionnaire ne provoque point le rachat, mais elle est disposée, dans l'intérêt du commerce général et de ses actionnaires, à examiner les propositions qui lui seraient faites par les puissances intéressées, dans le cas où ces puissances établiraient entre elles un accord pour lequel le gouvernement italien s'est montré disposé à prendre l'initiative.

« Le khédive d'Egypte, tout en regardant une solution comme fort difficile à obtenir, et sans toutefois se prononcer d'une manière absolue, m'a répondu qu'il avait lieu de commencer par s'adresser au grand vizir.

« Il appartient au gouvernement italien de juger la suite qu'il lui conviendra de donner à ses premières ouvertures.

« Signé: FRED. DE LESSERS. »

On voit par ce document que la Compagnie ne fait de proposition à personne. Quant à ces offres, si plus tard elles lui sont faites par les puissances qui se seraient mises d'accord, elle se soumettra en Assemblée générale aux actionnaires, maîtres exclusifs de leur propriété, dont l'immense valeur augmente tous les jours.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

FRED. DE LESSERS.

VARIATIONS DES VALEURS AU COMPTANT D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

Du 25 au 30 décembre

	H.	B.
Rente 3 0/0	55 35	56 50
Rente 5 0/0	90 50	90 90
Emprunt 1871	108 75	108 75
Emprunt 1872	108 75	108 75
Emprunt 1873	108 75	108 75
Emprunt 1874	108 75	108 75
Emprunt 1875	108 75	108 75
Emprunt 1876	108 75	108 75
Emprunt 1877	108 75	108 75
Emprunt 1878	108 75	108 75
Emprunt 1879	108 75	108 75
Emprunt 1880	108 75	108 75
Emprunt 1881	108 75	108 75
Emprunt 1882	108 75	108 75
Emprunt 1883	108 75	108 75
Emprunt 1884	108 75	108 75
Emprunt 1885	108 75	108 75
Emprunt 1886	108 75	108 75
Emprunt 1887	108 75	108 75
Emprunt 1888	108 75	108 75
Emprunt 1889	108 75	108 75
Emprunt 1890	108 75	108 75
Emprunt 1891	108 75	108 75
Emprunt 1892	108 75	108 75
Emprunt 1893	108 75	108 75
Emprunt 1894	108 75	108 75
Emprunt 1895	108 75	108 75
Emprunt 1896	108 75	108 75
Emprunt 1897	108 75	108 75
Emprunt 1898	108 75	108 75
Emprunt 1899	108 75	108 75
Emprunt 1900	108 75	108 75

Chemins de fer. — Les chemins de fer ont continué à être languissants. Il s'est fait très peu d'affaires sur les actions et les obligations de ces entreprises.

Le Nord est comme précédemment à 975; le Midi présente une grande fermeté, ses cours ont même gagné 5 fr. d'une semaine à l'autre, on finit à 630; l'Orléans est à 817 50; le Lyon a repris de 840 à 850; l'Ouest est à 857 50; l'Est à 892 50.

Rien à dire des chemins étrangers. L'Autrichien, malgré la diminution de ses recettes, se maintient à 868 75 pour les actions estampillées; le Lombard vaut 455; l'Est-Hongrois 340.

On trouve le Romain oscillant de 115 à 130; les obligations de ce chemin ont des demandes suivies au-dessus de 180 fr. L'obligation Nord d'Espagne a revu variable entre 96 50; l'obligation Portugaise est à 132 50. On annonce la mise en paiement d'un nouveau coupon pour le mois de février prochain.

Recettes des chemins de fer. — Nous publions aujourd'hui les recettes de la 49^e semaine, allant du 3 au 9 décembre.

Il ne faut pas compter sur de beaux résultats et sur des excédents considérables, car l'on se souvient qu'à cette époque il tomba sur notre territoire une si grande quantité de neige, que nos chemins de fer furent pour ainsi dire restés dans une complète immobilité.

sur le pied de 10 0/0 avec une maison de banque de Madrid, partie avec la Banque de Barcelone à 12 1/2 0/0.

Les fonds Turcs montent toujours. On les cote maintenant à 51 20.

Les Bots Turcs sont stationnaires à 145 50. Le Péruvien maintient ses cours de la semaine dernière. On le cote: libéré, 80 1/4; non libéré, 82 1/2.

L'Egyptien fait 86 3/4.

Les rentes Pontificales sont en amélioration constante. Les Pontificales 1860-61, se traitent à 65 1/4; les Pontificales 66 à 63 1/2.

Bonne demande sur les valeurs à lots qui se négocient avec une légère faveur: lots Russes 1874, 541; lots Russes 1880, 525; Autriche 54, 525; Autriche 64, 302; Autriche 18, 112; Florence, 211; Naples, 130; Madrid, 137 50.

Les obligations des chemins étrangers restent sans changements notables.

On cote: Autriche ancienne, 200 50; nouvelles, 200; Lombardes nouvelles, 218; Sardes nouvelles, 190 50; Méridionales, 201; Livourne, 196; Luxembourg, 237.

Les Foncières et Communales sont toujours faibles.

On cote: Foncières 5 0/0, 454; Communales 5 0/0, 450.

Cours des valeurs en banque

6 0/0 Américain	105 7/8
3 0/0 Intérieur Espagnol	105 7/8
3 0/0 Extérieur Espagnol	105 7/8
3 0/0 Pontifical 60-61	63 1/2
3 0/0 Pontifical 66-67	63 1/2
7 0/0 Egyptien	86 3/4
5 0/0 Autrichien converti	1 61
5 0/0 Turc	50 70
5 0/0 Turc de 1871	145 25
5 0/0 Péruvien	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1871	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1872	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1873	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1874	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1875	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1876	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1877	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1878	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1879	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1880	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1881	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1882	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1883	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1884	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1885	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1886	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1887	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1888	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1889	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1890	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1891	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1892	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1893	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1894	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1895	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1896	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1897	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1898	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1899	82 1/2
5 0/0 Péruvien de 1900	82 1/2

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

1876, 1. septembre. 825

LES CORRESPONDANCES

LÉTTRES DE SAINT-PÉTERSBOURG

22 décembre 1871.

Le journal le *Golos*, se faisant l'avocat des intérêts ruraux, aborde, dans une série d'articles, la question de la répartition des terres concédées aux paysans affranchis et maintenu sous le régime de la propriété communale. Selon cette feuille, l'absence de dispositions juridiques en cette matière donne lieu à des abus auxquels il est urgent de mettre un terme. C'est ainsi que la répartition des lots de terrain a lieu de se faire équitablement entre tous les membres de la commune, tend à se concentrer de plus en plus entre les mains des membres les plus riches de la commune, au grand préjudice des familles indigentes. Le *Golos* réclame l'intervention du pouvoir législatif pour sauvegarder l'intérêt des enfants mineurs qui héritent d'un lot faisant partie des terres communales et s'en voient dépossédés en faveur d'un autre membre de la communauté, qui prend à sa charge l'exploitation du lot et l'acquisition des impôts.

Nous lisons avec étonnement un article de la *Gazette d'Augsbourg* intitulé : *Une Audience dans la ville de Taubenheim* et dans lequel le prince Gortschakow est accusé d'avoir fait sur son entretien avec les députés des communes protestantes, une relation officielle qui n'était pas d'accord avec la réponse qu'il fit à ces messieurs.

Nous chanceliers contre cette assertion ; notre chancelier a eu la patience d'entendre les longs discours des représentants des communes protestantes, discours basés sur des suppositions erronées ; la relation que le prince a fait à son souverain correspondait à la demande des députés et à la réponse aussi sage que polie que le chancelier leur avait donnée.

L'article en question, écrit par un Livonien-Allemand mécontent, qui a quitté d'urgence graves et de suppositions sans fondement. Il n'est pas vrai, ainsi que le prétend l'auteur de l'article, que le peuple russe est divisé en un grand nombre de sectes diverses et que le gouvernement cache le nombre des sectaires pour faire croire que l'Eglise orthodoxe est celle des masses. On connaît en tout en Russie 52 sectes russes, dont trois ou quatre seulement, les *Skoptzy* (mutilés) ont des principes criminels. Les autres sont considérées comme hérétiques ; mais elles ne diffèrent que fort peu de l'Eglise de l'Etat. D'après les données les plus sûres, le nombre des *Raskolniky* (vieux-croyants) ne s'élève qu'à 850,000, sur plus de 50 millions d'orthodoxes.

Mais en général, l'auteur de cet article n'est pas de bonne foi. Étant originaire des provinces baltiques, il doit savoir que dans ces provinces, il est permis aux parents, dans les mariages mixtes, de choisir la religion de leurs enfants.

Le prince Gortschakow a dit toute la vérité en faisant observer aux députés protestants à la plus grande liberté des cultes régnent en Russie. Il a même été permis, sous l'excellente administration du comte Schouvaloff, que des milliers de Lettons convertis à l'Eglise russe, de pouvoir, sur leur demande, rentrer dans la foi luthérienne. Mais, pour le moment, la religion orthodoxe est encore la religion privilégiée, ce qui n'empêche pas que, parmi les ministres, les généraux et beaucoup d'autres hauts fonctionnaires, on trouve un grand nombre de protestants et de catholiques.

L'auteur de l'article a l'air de vouloir ignorer que depuis l'acquisition des provinces baltiques par la Russie, en suite de la paix de Nystadt, beaucoup de Russes s'y sont établis peu à peu, que ces Russes ont le droit de posséder aussi leurs églises, leurs séminaires, leurs maisons de prêtres, etc., et que la construction de ces édifices dans les provinces susmentionnées n'indique en aucune façon le commencement d'une incorporation nationale de ces provinces dans la grande Russie.

Ajoutons que la *Gazette d'Augsbourg* attaque depuis bon nombre d'années, systématiquement, le prince Gortschakow, dont la politique sage et loyale a eu des conséquences si heureuses pour la paix du monde. — M. DE BELINA.

ÉCHOS DE PARTOUT

Encore une ! Celle là, nous ne la regretterons pas ; les souvenirs qu'elle nous laisse sont des souvenirs de deuil, de mort et d'incendie. Que fait la Providence des années usées ?

A-t-elle, dans quelque vieux soleil éteint, un magasin où elle les empile par ordre chronologique ? S'il en est ainsi, nul doute que Dieu ne mette 1871 dans une case spéciale, car aucune des années qui l'ont précédée ne l'ont égalée en horreur.

C'est aujourd'hui la Saint-Sylvestre. Il était d'usage, les années précédentes, que le nonce du pape fit ce jour-là, au nom du saint-père, une grande distribution de la décoration pontificale de Saint-Sylvestre. Il n'en sera pas de même cette année. Le ruban de Saint-Sylvestre était des plus recherchés ; il est rouge rayé de noir, et ressemble de loin à la Légion d'honneur.

C'est le 3 janvier prochain qu'on vend, au Tattersall, ainsi que nous l'avons annoncé, les chevaux du prince de Metternich. Citons, parmi les plus remarquables de ces magnifiques bêtes, le cheval de selle Hercule, par Grand-Guzman et Petite-Musique, un propre frère de la célèbre jument Cerdagne.

M. Victor Hugo repousse le mandat impératif, sous prétexte que sa dignité ne lui permet pas de recevoir d'ordres. On sait que M. Victor Hugo et ce qui est ordre n'ont jamais pu s'entendre.

Voulez-vous connaître la devise de Nazare-Agha, l'ambassadeur de Perse ? *Paris-Journal* la donne. Elle est gravée sur une topaze que Nazare-Agha porte suspendue au cou. C'est : *Khroub chiz ich allah !* Tout ce qui est bon, s'il plaît à Dieu ! Une vraie devise d'honnête homme, comme on voit.

Un rapprochement bizarre : On sait par quelle « danse » nous avons inauguré l'année 1870. C'est encore par la danse qu'elle finit. Son dernier jour a commencé par le bal de l'Opéra.

DON SPAVENTO.

LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

Présidence de M. Thévenin

LES PROCÈS DE PRESSE DEVANT LE JURY

AFFAIRE DE LA CONSTITUTION

M. Vigneau, gérant de la *Constitution*, a comparu devant la cour d'assises de la Seine sous la prévention du délit de fausses nouvelles, avec les circonstances aggravantes que lesdites nouvelles avaient été publiées de mauvaise foi, et étaient de nature à troubler la paix publique.

Il s'agit d'une sorte de proclamation qui aurait été faite par un capitaine du génie, à l'occasion de la distribution d'une médaille militaire, et annonçant le prochain retour de l'empereur, ce qui aurait été suivi de la laceration de ladite proclamation par un des soldats indignés.

Le ministère public avait fait entendre les deux capitaines et le médaillé militaire de la 3^e compagnie, lesquels ont déclaré que rien de pareil ne s'était passé.

M. Merveilleux-Duvignaux, avocat général, tout en reconnaissant que M. Vigneau était sans doute étranger à l'article et à sa publication, a cru devoir faire le procès du journal la *Constitution*, et lui a reproché ses attaques à la Commune, ses allures à l'habileté menagées, et a ajouté que ce journal était le Moniteur de l'Internationale.

M^e Gastineau a présenté la défense. Le jury a rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions avec admission de circonstances atténuantes.

La Cour, après un assez long délibéré, a rendu un arrêt par lequel M. Vigneau est condamné à un mois de prison et 250 francs d'amende.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

CONTRAVENTION DE PRESSE. — DÉFAUT DE CAUTIONNEMENT

M. Geslain, gérant de l'*Observateur*, et M. Schiller, imprimeur, ont été condamnés pour défaut de cautionnement, le premier à 100 fr. d'amende, et le second comme civilement responsable ; la contrainte par corps est fixée à 40 jours.

M. Beaucourt, dit Régault, gérant du jour-

nal le *Republicain*, pour omission du dépôt des numéros 27 et 29 dudit journal, a été condamné à 100 fr. d'amende.

CONFÉRENCES DES AVOCATS

La conférence des avocats a discuté la question suivante :

« Lorsque la délibération d'un conseil municipal consistant en paroles diffamatoires pour un tiers, l'action en diffamation correctionnelle est portée devant le tribunal correctionnel ? »

MM. Pavie et Moutard-Martin ont plaidé l'affirmative ; MM. E. Bonnier-Ortolan et Worms ont soutenu la négative. Ministère public : M. Bousquet.

La conférence a adopté l'affirmative à une grande majorité.

On nous adresse la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur en chef de la Liberté.

Paris, le 27 décembre.

Grâce à d'énergiques efforts, j'ai obtenu, par arrêté du 25 courant, la prorogation que je sollicitais du ministre de la guerre, ce qui permet à mon fils et à un grand nombre de jeunes gens de se présenter comme candidats à l'École polytechnique.

Je dois de sincères remerciements à l'appui de la presse en général et en particulier à celui de votre bien estimé journal. Aussi veuillez recevoir l'expression de mes vifs remerciements et agréer mes salutations très dévouées.

A. COHEN,

8, rue Ferme-des-Mathurins.

SPECTACLES DU DIMANCHE 31 DÉCEMBRE

8 h. 0/0. — Opéra. — La Prophète.
7 h. 3/4. — Théâtre-Français. — Le Gendre de M. Poirier. — Le Malade imaginaire.

7 h. 1/2. — Opéra-Comique. — Le Domino noir.
8 h. 0/0. — Odéon. — La Baronne.

8 h. 0/0. — Théâtre-Lyrique (Athénée). — Javotte.
7 h. 3/4. — Gymnase. — La Princesse Georges. — La Cravate blanche.

7 h. 1/2. — Vaudeville. — La Famille Benoitton.
7 h. 1/2. — Variétés. — Le Trône d'Ecosse.
7 h. 1/4. — Palais-Royal. — Tricouche et Cacolet.

7 h. 0/0. — Châtelet. — Le Juif Errant.
7 h. 3/4. — Bouffes-Parisiens. — Boule de Neige.

0 h. 0/0. — Gaîté. — Relâche.
7 h. 0/0. — Ambigu. — L'Article 47.
7 h. 0/0. — Châteaud'Eu. — Qui veut voir la Lune ?

7 h. 1/4. — Folies-Dramatiques. — La Tour du Chien-Vert.
7 h. 1/2. — Menus-Plaisirs. — Le Puits qui chante. (M^{lle} Thérèse.)

8 h. 0/0. — Cluny. — Une Mère. — Les Avocats du Mariage.
8 h. 0/0. — Folies-Nouvelles (Théâtre-Déjazet). — Le Nouvel Aladin.

8 h. 0/0. — Nouveautés. — Relâche.
7 h. 1/2. — Théâtre-Parisien (rue de Lyon). — Antony.

8 h. 0/0. — Folies-Marguery. — Relâche.
8 h. 0/0. — Testa. — 7, rue Rochechouart. — Spectacle tous les soirs.

8 h. 0/0. — Cirque-d'Élver. — Boulevard des Filles-du-Calvaire. — Exercices équestres. — Les deux Frères Indiens.
8 h. 0/0. — Théâtre-Miniature (salle Séraphin). — Le Pied de Mouton.

Conférences, b. des Capucines, 39, tous les soirs.
Siège de Paris. — Exposition de peinture, — 11, rue Le Pelletier, tous les jours de 10 h. du matin à 10 h. du soir.

Au théâtre du Châtelet, l'immense succès du *Juif-Errant* s'affirme chaque jour devant une salle comble, avide d'émotions, et qui suit, charmée, éblouie, les péripéties de ce grand et magnifique drame auquel MM. Paulin Ménière, Dumaine, Desmiers et Deshayes prêtent le concours de leur beau et sympathique talent.

Tous les soirs, au théâtre de l'Odéon, la *Baronne*, drame en quatre actes et en prose, de MM. Ed. Fournier et Ch. Edmond, si admirablement joué par le grand artiste Gellroy, ancien sociétaire de la Comédie-Française, et MM. Pierre Berton, Porel, M^{mes} Adèle Page et Sara Bernhardt. Grand succès de pièce et d'artistes.

Au théâtre des Variétés, tous les soirs le *Trône d'Ecosse*, grand succès. — MM. Dupuis Grenier, Léonce, M^{mes} Vanghell et Chaumont.

Le directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROTAT.

HUILES * D'OLIVE Vente directe aux consommateurs.
Prix courant de la maison F. LAMBERT et C^e à Nico. Huile vierge, l'estagnon de 50 lit., 125 fr. 25 lit., 75 fr. Huile fine, l'estagnon de 50 lit., 100 fr. ; de 25 lit., 60 fr. Franco de port et d'emb. en gare de l'achat Pay 30 j.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE MADRID A SARAGOSSA ET A ALICANTE

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer M^{rs} les porteurs d'obligations de la Compagnie que le tirage au sort effectué à Madrid le 27 décembre 1871 a désigné comme devant être amorties à partir du 1^{er} janvier 1872, les deux cent quatre-vingt-trois obligations de chaque série ci-après indiquées :

1 ^{re} SÉRIE	2 ^e SÉRIE	3 ^e SÉRIE
2,459 à 2,468	35,278 à 35,283	170,789 à 170,798
3,175 à 3,184	40,316 à 40,325	172,310 à 172,319
6,264 à 6,273	46,499 à 46,508	173,661 à 173,670
6,743 à 6,752	51,013 à 51,022	174,709 à 174,718
9,051 à 9,060	53,570 à 53,579	175,195 à 175,204
9,061 à 9,070	59,536 à 59,545	176,499 à 176,508
10,391 à 10,400	59,881 à 59,890	181,056 à 181,065
11,036 à 11,045	62,668 à 62,677	184,740 à 184,749
14,687 à 14,696	78,502 à 78,511	184,965 à 184,974
20,791 à 20,800	80,180 à 80,189	187,347 à 187,356
25,231 à 25,240	80,843 à 80,852	190,989 à 190,998
25,241 à 25,250	81,056 à 81,065	193,075 à 193,084
25,794 à 25,803	81,227 à 81,236	194,639 à 194,648
32,524 à 32,533	84,505 à 84,514	196,039 à 196,048
35,264 à 35,273	85,259 à 85,268	

4 ^e SÉRIE	5 ^e SÉRIE	6 ^e SÉRIE
101,013 à 101,022	170,789 à 170,798	354,827 à 354,836
102,608 à 102,617	172,310 à 172,319	358,237 à 358,246
106,814 à 106,823	173,661 à 173,670	359,610 à 359,619
108,025 à 108,034	174,709 à 174,718	360,013 à 360,022
110,614 à 110,623	175,195 à 175,204	364,205 à 364,214
113,662 à 113,671	176,499 à 176,508	366,856 à 366,865
114,355 à 114,364	181,056 à 181,065	368,938 à 368,947
114,928 à 114,937	184,740 à 184,749	370,614 à 370,623
117,009 à 117,018	184,965 à 184,974	372,952 à 372,961
119,407 à 119,416	187,347 à 187,356	380,843 à 380,852
122,591 à 122,600	190,989 à 190,998	381,056 à 381,065
124,343 à 124,352	193,075 à 193,084	383,043 à 383,052
151,013 à 151,022	194,639 à 194,648	388,302 à 388,311
164,924 à 164,933	196,039 à 196,048	390,337 à 390,346
169,620 à 169,629		395,843 à 395,852

7 ^e SÉRIE	8 ^e SÉRIE	9 ^e SÉRIE
200,512 à 200,521	354,827 à 354,836	361,547 à 361,556
208,043 à 208,052	358,237 à 358,246	361,603 à 361,612
218,124 à 218,133	359,610 à 359,619	364,205 à 364,214
214,789 à 214,798	360,013 à 360,022	366,856 à 366,865
221,618 à 221,627	364,205 à 364,214	368,938 à 368,947
224,052 à 224,061	366,856 à 366,865	370,614 à 370,623
225,272 à 225,281	368,938 à 368,947	372,952 à 372,961
227,980 à 227,989	370,614 à 370,623	380,843 à 380,852
228,866 à 228,875	372,952 à 372,961	381,056 à 381,065
230,129 à 230,138	380,843 à 380,852	383,043 à 383,052
232,534 à 232,543	381,056 à 381,065	388,302 à 388,311
240,497 à 240,506	383,043 à 383,052	390,337 à 390,346
243,014 à 243,023	385,458 à 385,467	395,843 à 395,852
246,712 à 246,721	387,475 à 387,484	
250,148 à 250,157	395,843 à 395,852	

10 ^e SÉRIE	11 ^e SÉRIE	12 ^e SÉRIE
301,236 à 301,245	361,547 à 361,556	361,603 à 361,612
301,916 à 301,925	364,205 à 364,214	366,856 à 366,865
305,813 à 305,822	366,856 à 366,865	370,614 à 370,623
307,982 à 307,991	370,614 à 370,623	372,952 à 372,961
308,043 à 308,052	372,952 à 372,961	380,843 à 380,852
320,128 à 320,137	376,459 à 376,468	381,056 à 381,065
326,016 à 326,025	378,459 à 378,468	383,043 à 383,052
338,302 à 338,311	381,056 à 381,065	388,302 à 388,311
338,672 à 338,681	383,043 à 383,052	390,337 à 390,346
343,008 à 343,017	385,458 à 385,467	395,843 à 395,852
346,712 à 346,721	387,475 à 387,484	
350,409 à 350,418	389,302 à 389,311	
354,744 à 354,753	390,337 à 390,346	
356,191 à 356,200	395,843 à 395,852	
359,814 à 359,823		

13 ^e SÉRIE	14 ^e SÉRIE	15 ^e SÉRIE
400,486 à 400,495	446,856 à 446,865	450,943 à 450,952
401,647 à 401,656	450,943 à 450,952	451,793 à 451,802
404,286 à 404,295	453,804 à 453,813	460,075 à 460,084
404,858 à 404,867	463,185 à 463,194	463,185 à 463,194
404,952 à 404,961	463,185 à 463,194	473,759 à 473,768
406,136 à 406,145	473,759 à 473,768	476,789 à 476,798
408,726 à 408,735	476,789 à 476,798	480,958 à 480,967
417,673 à 417,682	480,958 à 480,967	483,025 à 483,034
417,712 à 417,721	483,025 à 483,034	487,536 à 487,545
420,135 à 420,144	487,536 à 487,545	493,654 à 493,663
423,643 à 423,652	493,654 à 493,663	494,873 à 494,882
425,950 à 425,959	496,065 à 496,074	
432,403 à 432,412		
440,299 à 440,308		
441,870 à 441,879		

16 ^e SÉRIE	17 ^e SÉRIE	18 ^e SÉRIE
505,959 à 505,968	551,682 à 551,691	552,810 à 552,819
508,043 à 508,052	553,144 à 553,153	562,474 à 562,483
508,314 à 508,323	562,474 à 562,483	565,408 à 565,417
514,511 à 514,520	565,408 à 565,417	570,425 à 570,434
518,432 à 518,441	570,425 à 570,434	570,553 à 570,562
518,937 à 518,946	570,553 à 570,562	576,601 à 576,610
521,382 à 521,391	576,601 à 576,610	579,270 à 579,279
523,416 à 523,425	582,958 à 582,967	582,781 à 582,790
530,133 à 530,142	582,958 à 582,967	584,734 à 584,743
534,910 à 534,919	584,734 à 584,743	589,212 à 589,221
534,196 à 534,205	589,212 à 589,221	
541,456 à 541,465		
541,681 à 541,690		
543,008 à 543,017		
543,071 à 543,080		

7 ^e SÉRIE		
600,659 à 600,668	646,081 à 646,090	649,298 à 649,307
601,307 à 601,316	649,298 à 649,307	
603,104 à 603,113	652,326 à 652,335	
612,148 à 612,157	653,148 à 653,157	
615,974 à 615,983	660,621 à 660,630	
619,590 à 619,599	662,320 à 662,329	
620,693 à 620,702	670,759 à 670,768	
628,051 à 628,060	674,373 à 674,382	
628,187 à 628,196	681,233 à 681,242	
628,560 à 628,569	686,608 à 686,617	
629,163 à 629,172	692,988 à 692,997	
632,579 à 632,588	695,359 à 695,368	
643,690 à 643,699	697,685 à 697,694	
643,824 à 643,833	698,213 à 698,222	